

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**GATS/SC/92/Suppl.1**

28 juillet 1995

(95-2260)

---

**Commerce des services**

## **VENEZUELA**

### **Liste d'engagements spécifiques**

#### **Supplément 1**

(Seul le texte espagnol fait foi)

\_\_\_\_\_

Le présent texte remplace la section relative aux services financiers qui figure aux pages 10 à 21 du document GATS/SC/92.



## VENEZUELA - SERVICES FINANCIERS

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<b>7. SERVICES FINANCIERS</b>			
<u>Assurance</u> (CPC 812, à l'exclusion des caisses de pensions)  a) Assurance sur la vie (81211)  b) Assurance autre que sur la vie (8129)	1) Non consolidé  2) Non consolidé  3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent au système d'assurance vénézuélien  Pour autoriser l'établissement d'entreprises d'assurance et de réassurance, l'Exécutif national prend en considération, entre autres facteurs, la situation économique et financière générale et locale  L'établissement dans le pays de succursales d'entreprises d'assurance n'est pas autorisé. Les entreprises qui s'y établissent doivent être constituées en sociétés anonymes.  Les activités des sociétés dénommées tontines ou "chatelusias" et leur forme mixte sont interdites	1) Non consolidé  2) Non consolidé  3) Néant	

**VENEZUELA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Le conseil d'administration des entreprises d'assurance doit être composé en majorité de Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays. Au moins la moitié des vice-présidents, directeurs, cadres supérieurs, cadres intermédiaires, conseillers techniques ou juridiques de ces entreprises doivent être des Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays.</p> <p>4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales</p> <p>Le conseil d'administration des entreprises d'assurance doit être composé en majorité de Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays. Au moins la moitié des vice-présidents, directeurs, cadres supérieurs, cadres intermédiaires, conseillers techniques ou juridiques de ces entreprises doivent être des Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays.</p> <p>1) Les entreprises étrangères de réassurance peuvent entretenir des représentations permanentes dans le pays pour l'acceptation de risques de réassurance; en outre, les sociétés de courtage en réassurance peuvent exercer les pouvoirs</p>	<p>4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales</p> <p>1) Néant</p>	

Réassurance

## VENEZUELA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>d'entreprises de réassurance non domiciliées dans le pays en ce qui concerne l'acceptation de risques de réassurance. Cette représentation est soumise à l'autorisation préalable de la Direction des assurances qui peut la limiter, l'assortir de conditions ou la refuser.</p> <p>Le Ministre des finances peut interdire aux entreprises d'assurance et de réassurance qui opèrent au Venezuela de souscrire des contrats de réassurance avec des sociétés déterminées</p> <p>2) Le Ministre des finances peut interdire aux entreprises d'assurance et de réassurance qui opèrent au Venezuela de souscrire des contrats de réassurance avec des sociétés déterminées</p> <p>3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent au système de réassurance vénézuélien</p>	<p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Pour autoriser l'établissement d'entreprises de réassurance, l'Exécutif national prend en considération, entre autres facteurs, la situation économique et financière générale et locale</p> <p>L'établissement dans le pays de succursales d'entreprises de réassurance n'est pas autorisé. Les entreprises qui s'y établissent doivent être constituées en sociétés anonymes.</p> <p>La Direction des assurances peut limiter ou interdire à une ou plusieurs entreprises d'assurance d'accepter des réassurances dans une ou plusieurs branches</p> <p>Le conseil d'administration des entreprises de réassurance doit être composé en majorité de Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays. Au moins la moitié des vice-présidents, directeurs, cadres supérieurs, cadres intermédiaires, conseillers techniques ou juridiques de ces entreprises doivent être des Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays.</p>		

## VENEZUELA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Courtage en assurance et réassurance (CPC 81401)	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales  Le conseil d'administration des entreprises de réassurance doit être composé en majorité de Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays. Au moins la moitié des vice-présidents, directeurs, cadres supérieurs, cadres intermédiaires, conseillers techniques ou juridiques de ces entreprises doivent être des Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays.	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales	
	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent au courtage en assurance et réassurance  Pour autoriser l'établissement d'entreprises de courtage en assurance ou réassurance, l'Exécutif national prend en considération, entre autres facteurs, la situation économique et financière, générale et locale	3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>L'établissement dans le pays de succursales d'entreprises de courtage en assurance et réassurance n'est pas autorisé. Les entreprises qui s'y établissent doivent être constituées en sociétés anonymes ou en sociétés à responsabilité limitée.</p> <p>Dans les entreprises de courtage en assurance et réassurance, le président et les trois quarts des vice-présidents, directeurs, cadres supérieurs, cadres intermédiaires et agents commerciaux doivent être des Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays. Les actionnaires doivent être des courtiers en assurance exerçant leur profession depuis trois ans au moins.</p> <p>4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales</p> <p>Dans les entreprises de courtage en assurance et réassurance, le président et les trois quarts des vice-présidents, directeurs, cadres supérieurs, cadres intermédiaires et agents commerciaux doivent être des Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays. Les actionnaires doivent être des courtiers en assurance exerçant leur profession depuis trois ans au moins.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales</p>	



## VENEZUELA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p><u>BANQUES ET AUTRES INSTITUTIONS DE CREDIT</u> (CPC 81115, 81116, 8112, 8113, 81333, 81339)</p> <p>Les services compris sous cette dénomination sont les suivants:</p> <p>a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public (CPC 81115-81116)</p> <p>b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales (CPC 8113, à l'exclusion de la sous-classe 81139)</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent au système financier vénézuélien</p> <p>L'intermédiation financière ne peut être pratiquée au Venezuela sans autorisation. Les banques et autres institutions financières ne peuvent exercer des activités promotionnelles et commerciales que sur autorisation de la Direction des banques et autres institutions financières qui tient compte, entre autres facteurs, de la situation économique, financière, générale et locale.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>c) Services de crédit-bail avec option d'achat (CPC 8112)</p> <p>d) Services de règlement et de transferts monétaires (CPC 81339)</p> <p>e) Garanties (CPC 81339)</p> <p>f) Opérations de change (CPC 81333)</p> <p>g) Nouvelles opérations et nouveaux services*</p>	<p>Des institutions financières ou des succursales propriétés d'institutions financières ou d'investisseurs étrangers ou d'institutions constituées à l'étranger ne peuvent être établies et ouvertes que sur autorisation de la Direction des banques et autres institutions financières, sur avis de la Banque centrale du Venezuela et sur avis favorable du Conseil supérieur de la Direction des banques et autres institutions financières conformément aux prescriptions et conditions définies dans la Loi générale sur les banques et autre institutions financières.</p> <p>Les banques et autres institutions financières doivent être constituées en sociétés anonymes</p> <p>Au moins la moitié des membres des conseils d'administration des banques et autres institutions financières doivent être résidents sur le territoire national</p>		

\* Les autres nouveaux services bancaires doivent être compatibles avec la nature propre de la banque, compte tenu des limitations déterminées par l'Exécutif national sur avis de la Banque du Venezuela.

## VENEZUELA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les banques ou institutions étrangères qui établissent des succursales au Venezuela sont tenues de les doter, pour leurs opérations dans le pays, d'un capital qui ne constitue pas la limite de leur responsabilité</p> <p>Les bureaux de représentation des banques et des institutions financières étrangères non domiciliées au Venezuela ne peuvent réaliser aucune sorte d'opération, active ou passive; ils peuvent seulement agir en tant qu'intermédiaires entre leurs mandants et les personnes physiques ou morales bénéficiaires de crédits qu'ils leur accordent; à cet effet, ces bureaux communiquent à la Direction des banques et institutions financières des informations relatives aux clauses, conditions, modalités et caractéristiques des opérations en question.</p> <p>Les bureaux de représentation des banques et autres institutions financières étrangères ne peuvent recevoir des dépôts d'aucune sorte ni directement ni indirectement, que ce soit pour leur propre compte ou pour le compte de tiers, ni intervenir dans la réalisation d'opérations passives impliquant des encaissements auprès du public; à cet</p>		

**VENEZUELA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>effet, ils doivent s'abstenir de fournir des informations, de faire des démarches ou d'accomplir des formalités liées à ce genre d'opérations.</p> <p>Les bureaux de représentation ne peuvent changer de domicile ou de lieu d'établissement, cesser toute activité et désigner leurs représentants que sur autorisation préalable de la Direction des banques et autres institutions financières</p> <p>Les bureaux de représentation ne peuvent faire aucune publicité concernant leurs activités dans le pays. Néanmoins, ils peuvent signaler les locaux où ils exercent leurs activités en utilisant la dénomination des banques ou institutions financières représentées, selon les conditions fixées par la Direction des banques.</p> <p>4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales</p> <p>Au moins la moitié des membres du conseil d'administration des banques et autres institutions financières doivent être résidents sur le territoire national</p>	<p>4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales</p>		

# **VENEZUELA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<u>Bureaux de change</u> (CPC 81333) Achat et vente au public de billets étrangers et de chèques de voyage	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent au système des bureaux de change du pays	3) Néant	
	Les bureaux de change doivent être constitués en sociétés anonymes		
<u>Marché des capitaux Mutuelles</u> (CPC 81191)	Au moins la moitié des membres des conseils d'administration des bureaux de change doivent être résidents sur le territoire national		
	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales	
	Au moins la moitié des membres des conseils d'administration des bureaux de change doivent être résidents sur le territoire national		
	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Néant	2) Néant	

**VENEZUELA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Sociétés de gestion de mutuelles (CPC 81319)	3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent à ce sous-secteur  Les mutuelles doivent être constituées en sociétés anonymes. Elles sont tenues d'investir leurs ressources exclusivement en valeurs légalement autorisées.	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales	
	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent à ce sous-secteur  Les sociétés de gestion de mutuelles d'investissement doivent être constituées en sociétés anonymes. Elles ne peuvent pas fournir des services simultanément à plus	3) Néant	

# VENEZUELA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Conseillers en placements (CPC 81332)	<p>d'une mutuelle si la Commission nationale du marché des valeurs mobilières estime que leurs objectifs d'investissement et leurs plans de vente sont de même nature.</p> <p>Si elles sont administrées par des tiers, les mutuelles ne peuvent l'être que par des sociétés de gestion elles aussi constituées à cet effet au Venezuela</p> <p>4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent à ce sous-secteur</p> <p>S'il s'agit de conseils concernant les placements en valeurs étrangères ou pour servir de contact avec des courtiers étrangers ou les représenter, l'autorisation est subordonnée à la situation économique</p>	<p>4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p>	

**VENEZUELA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
Courtage en valeurs mobilières (CPC 81321, 81323)	et financière du pays, selon l'avis de la Commission nationale du marché des valeurs mobilières	3) Néant		
	La Commission nationale du marché des valeurs mobilières peut révoquer ou annuler les autorisations de fournir des conseils concernant les placements en valeurs étrangères et de servir de contact avec des courtiers étrangers ou de représenter ces courtiers, quand, à son avis, la situation économique et financière du pays ne convient pas pour réaliser de telles activités			
	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales		
	1) Non consolidé 2) Néant 3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays	1) Non consolidé 2) Néant		



## VENEZUELA (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>d'origine des capitaux étrangers qui participent à ce sous-secteur</p> <p>L'autorisation d'offrir des valeurs étrangères au public dépend de l'intérêt que cette activité présente pour le pays; elle est subordonnée à l'avis favorable de l'Exécutif national</p> <p>Les administrateurs d'une maison de courtage doivent être résidents dans le pays</p> <p>4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales</p> <p>Les administrateurs d'une maison de courtage doivent être résidents dans le pays</p> <p>1) Néant*</p> <p>2) Néant*</p>	<p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales</p> <p>1) Néant*</p> <p>2) Néant*</p>	
<u>Banques et institutions de crédit, d'assurance et marché des capitaux</u>			

\* Sans préjudice du droit qu'a le Venezuela de protéger les informations personnelles, l'intimité des personnes et le caractère confidentiel des dossiers et comptes individuels.

**VENEZUELA** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Fourniture et transfert d'informations financières et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers (alinéa 5 a) xv) de l'Annexe sur les services financiers)	3) Néant* 4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales	3) Néant* 4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les mesures horizontales	

\* Sans préjudice du droit qu'a le Venezuela de protéger les informations personnelles, l'intimité des personnes et le caractère confidentiel des dossiers et comptes individuels.